

6 INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

6.1 L'engagement du groupe

À travers ses deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'épargne et ses filiales, le Groupe BPCE est un acteur prédominant de l'économie régionale et nationale. Par ses valeurs et ses métiers, il a acquis une compétence particulière sur le terrain de l'économie sociale et du financement du développement durable, contribuant à la création de richesse sur le long terme pour ses sociétaires, ses clients et leurs territoires.

Devenir un exemple tant en matière de gestion de ses impacts directs qu'en matière de responsabilisation de son métier de banquier, tel est l'objectif de la politique de développement durable du Groupe BPCE. Un réseau de quelque cinquante correspondants développement durable, présents dans les différentes entités du groupe, est chargé d'animer localement cette politique.

Les banques du Groupe BPCE sont signataires du Pacte Mondial des Nations Unies et membres du Club des Amis du Pacte Mondial. Cet acte engage les entreprises à en respecter les dix principes.

Les 10 principes du Pacte mondial

DROITS DE L'HOMME

- 1 – Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
- 2 – Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

NORMES DU TRAVAIL

- 3 – Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
- 4 – Éliminer toutes formes de travail forcé ou obligatoire
- 5 – Abolir de manière effective le travail des enfants
- 6 – Éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

ENVIRONNEMENT

- 7 – Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement
- 8 – Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- 9 – Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- 10 – Agir contre la corruption sous toutes ses formes

Les adhésions à l'ORSE (Observatoire de Responsabilité Sociétale des Entreprises), à CSR Europe, à Finansol⁽¹⁾ et à l'Avise⁽²⁾ permettent à BPCE de partager réflexion et expérience en matière de responsabilité sociale d'entreprise.

(1) Décerné pour la première fois en 1997, le label Finansol permet de distinguer les placements solidaires.

(2) L'Avise est au service du développement des initiatives créatrices d'emplois et porteuses de cohésion sociale.

6.1.1 La préservation des équilibres environnementaux

A/ PROMOUVOIR UNE « CROISSANCE VERTE ET RESPONSABLE »

Le Groupe BPCE est pionnier dans les solutions de financement du développement durable.

Les Banques Populaires fêtent les 20 ans du lancement du 1^{er} prêt destiné aux investissements écologiques, le *PREVair*, et continuent d'étendre la gamme. Au-delà du *CODEVair*, 1^{er} livret d'épargne écologique, lancé en 1999 et labellisé Finansol dans 6 Banques Populaires, sont venus s'ajouter *AUTOVair* (financement des véhicules peu émissifs, et *PROVair* pour les entreprises et professionnels, dans plusieurs entités. Des partenariats avec les Conseils régionaux permettent également de distribuer depuis 2004 des prêts à taux zéro pour des équipements ciblés (isolation, chauffage solaire...). Le Crédit Coopératif relaie cette démarche en commercialisant également le *CODEVair*, des livrets d'épargne au bénéfice d'ONG, un placement sur mesure qui combine les approches d'investissement solidaire, socialement responsable et de partage au bénéfice de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, ainsi que des prêts écologiques pour l'immobilier notamment. Le travail sur la promotion de l'éco-innovation s'est également poursuivi avec le fonds A2DI ⁽¹⁾ ou la collaboration avec le Réseau Entreprendre pour réaliser un film sur ces entreprises qui réussissent grâce à leur engagement.

Les Caisses d'Epargne, banques historiques de distribution du *Livret A*, produit d'épargne populaire et d'intégration bancaire dont une grande partie des fonds, via la Caisse des Dépôts, sert à financer le logement social, proposent à leurs jeunes clients le *Livret A Kipouss*, produit lancé en décembre 2007, dans le cadre de leur programme de développement durable *Bénéfices Futur*. En 2009, chaque ouverture d'un *Livret A* pour un enfant âgé d'un jour à un an a donné lieu au versement d'un euro par la Caisse d'Epargne au WWF France pour la protection de la forêt méditerranéenne, 103 699 *Livrets A Kipouss* ont été ouverts en 2009. C'est donc autant d'euros versés au WWF France.

Parallèlement, les ressources cumulées du *Livret A* et du Livret Développement durable non centralisées à la Caisse des Dépôts restent donc au bilan des banques, contribuent au développement durable de l'économie puisqu'elles doivent être investies dans des crédits aux PME et dans le financement de travaux d'économie d'énergie. En 2009, les prêts PME + économie d'énergie ont dépassé ces ressources dédiées collectées par les Caisses d'Epargne et se sont élevés à plus de 16 milliards d'euros.

Le prêt *Ecureuil Crédit DD*, lancé en 2007 avec WWF France et le partenariat de l'ADEME ⁽²⁾ dans le cadre de l'opération *Planète Gagnante*, est destiné à ce type de travaux. En 2009, 135 millions d'euros ont été engagés pour financer des travaux d'économie d'énergie (contre 106 millions engagés en 2008). Dans sa version « auto », *Ecureuil Crédit DD* finance des véhicules propres ou peu polluants. 111,5 millions d'euros ont été engagés en 2009 (contre 50 millions en 2008). Le total des engagements réalisés par ces prêts représente 5,16 % du total de prêts classiques à la consommation (hors crédits revolving).

Par ailleurs, des conventions signées au niveau national ou régional avec des partenaires spécialisés (EDF ENR, Solaire Direct, Clipsol) permettent de proposer aux clients des solutions de financement et d'accompagnement pour l'installation et l'utilisation des énergies propres et renouvelables. Plus de 610 prêts ont été ouverts pour financer des installations photovoltaïques en 2009.

Assurance et environnement

Intégrée dans l'assurance *Mon Auto & Moi* de la Caisse d'Epargne, l'option « Kilomètre responsable » est une nouveauté. Elle représente un privilège tarifaire accordé aux clients qui roulent peu et qui, par conséquent, polluent moins. Ces derniers doivent ainsi déclarer parcourir moins de 8 000 km par an. Aucun justificatif n'est demandé à la souscription ; le contrôle du respect du kilométrage s'effectue au moment du sinistre. Cette option est disponible dans les versions Optimale, Spéciale et Confort de *Mon Auto & Moi*.

(1) A2DI : Alpes Développement Durable Invest.

(2) ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Programme Facilité Haute Qualité Energie Environnement

Pour leur clientèle de collectivités publiques, les Caisses d'Epargne ont mis en place le programme *Facilité Haute Qualité Énergie Environnement* qui permet de financer leurs programmes de construction ou de réhabilitation s'inscrivant dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans une meilleure gestion de l'environnement urbain. Dans le cadre de ce programme, une enveloppe de 350 millions d'euros a été accordée en novembre 2007 par la BEI ⁽³⁾. En 2009, ont été financés dans le cadre de ce programme (voir tableau ci-après), pour un montant de 228,23 millions d'euros :

Bénéficiaire	Caisses d'Epargne	Descriptif du projet	Performance énergétique	Montant du projet (en €)	Montant du financement (en €)	Montant du financement BEI (en €)
Angers Habitat	CE BPL	Opération de renouvellement urbain	THPE + démarche HQE	16 541 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €
Commune de Chanteloup en Brie	CE IDF	Construction d'une école maternelle et d'une halte-garderie	THPE + démarche HQE	7 045 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €
Ville de Tourcoing	CE NFE	Extension école élémentaire	HPE + démarche HQE	2 264 940 €	1 132 470 €	1 132 470 €
CA de Montbéliard	CE BFC	Création d'un équipement sportif et événementiel (2 projets)	Démarche HQE	53 000 000 €	20 000 000 €	20 000 000 €
Commune de Drocourt	CE IDF	Construction d'une école	THPE + démarche HQE	642 000 €	250 000 €	250 000 €
Commune de Couffé	CE BPL	Construction d'un restaurant scolaire	THPE + démarche HQE	1 386 000 €	693 000 €	693 000 €
Commune de Plougastel	CE BPL	Construction d'un équipement multisports et d'un centre de loisirs	THPE + démarche HQE	4 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €
Commune de Bouguenais	CE BPL	Équipements de quartier	THPE + démarche HQE	6 177 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €
Commune de Piscop	CE IDF	Construction d'un groupe scolaire	THPE	2 276 000 €	450 000 €	450 000 €
Communauté de Haute Provence	CE PAC	Construction des bâtiments Techno Concept et Collines de Provence	HPE + démarche HQE	2 500 000 €	1 250 000 €	1 250 000 €
Puget sur Durance	CE PAC	Équipement d'un groupe scolaire de panneaux photovoltaïques, chauffe-eau solaire, récupérateur eau de pluie, pompe à chaleur	HPE + démarche HQE	1 200 000 €	500 000 €	500 000 €
Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues	CE PAC	Construction du futur siège du syndicat	BBC + démarche HQE	1 045 671 €	522 800 €	522 800 €
CC du Pays de Cordais	CE MIP	Construction d'une école primaire et maternelle	BBC + démarche HQE	2 500 000 €	400 000 €	400 000 €
CG de la Sarthe	CE BPL	Reconstruction du foyer de l'enfance et du centre maternel	THPE + démarche HQE	7 897 000 €	3 940 000 €	3 940 000 €
Ville de Blain	CE BPL	Construction médiathèque	HQE/BBC	2 100 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Commune de Monthyon	CE IDF	Maison médicale	Démarche HQE	1 086 000 €	540 000 €	540 000 €
Ville de Vouvray	CE LC	Centre de loisirs sans hébergement, centre médico-social & centre des associations	THPE + démarche HQE	2 248 888 €	960 000 €	960 000 €
Conseil général du Nord	CE NFE	9 collèges	THPE + démarche HQE	143 167 780 €	71 540 000 €	71 540 000 €
CRCI de Picardie	CE PIC	Extension des locaux de la CRCI	THPE + démarche HQE	6 970 000 €	3 485 000 €	3 485 000 €
Velaux	CE PAC	Hôtel de ville/salle de spectacle	HPE + démarche HQE	13 439 721 €	3 300 000 €	3 300 000 €

(3) BEI : Banque Européenne d'Investissement.

Bénéficiaire	Caisses d'Epargne	Descriptif du projet	Performance énergétique	Montant du projet (en €)	Montant du financement (en €)	Montant du financement BEI (en €)
Commune de Briec	CE BPL	Construction d'un complexe sportif	Démarche HQE	3 875 000 €	1 988 000 €	1 988 000 €
Groupeement d'Intérêt Public Blavet Scorff	CE BPL	Construction d'une cuisine interhospitalière	THPE	5 912 000 €	2 956 000 €	2 956 000 €
Ville de Rezé	CE BPL	Gymnase	Démarche HQE	4 765 000 €	2 383 000 €	2 300 000 €
Ville de Crespières	CE IDF	École de 4 classes	HPE + BBC	2 121 000 €	800 000 €	800 000 €
Ville d'Herblay	CE IDF	Construction d'un groupe scolaire (dont 10 classes élémentaires & 7 classes maternelles)	BBC + démarche HQE	11 300 000 €	11 300 000 €	5 650 000 €
Ville de Tourville La Rivière	CE Normandie	Centre d'hébergement	HPE + démarche HQE	557 588 €	300 000 €	300 000 €
SDIS 44	CE BPL	Direction départementale	démarche HQE	15 301 003 €	7 650 500 €	7 650 500 €
Ville de Nantes	CE BPL	Maison de quartier Bottière & École des Réformes (2 projets)	THPE et BBC	6 831 000 €	3 415 552 €	3 415 552 €
Région Pays de la Loire	CE BPL	3 lycées	BBC + démarche HQE	36 743 000 €	18 371 985 €	18 371 985 €
Fauquembergues	CE NFE	Rénovation/extension bâtiment communal	THPE + démarche HQE	1 371 798 €	680 000 €	680 000 €
Neuf Berquin	CE NFE	Construction mairie	THPE + démarche HQE	1 134 379 €	300 000 €	300 000 €
CU Dunkerque	CE NFE	Centre technique communautaire	BBC/HPE + démarche HQE	16 594 851 €	8 300 000 €	8 300 000 €
Erny St Julien	CE NFE	Centre d'animations culturelles	THPE + démarche HQE	574 130 €	250 000 €	250 000 €
Syndicat Interhospitalier de Logistique du Golfe du Morbihan (SILGOM)	CE BPL	Construction d'une cuisine centrale	Démarche HQE	9 450 000 €	4 725 000 €	4 725 000 €
Conseil général Eure	CE Normandie	Collège	THPE	11 434 000 €	5 700 000 €	5 700 000 €
Tourcoing	CE NFE	Extension école élémentaire	Démarche HQE	1 978 824 €	989 412 €	989 412 €
Ville d'Audrieu	CE Normandie	École	THPE + démarche HQE	3 800 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Loches Développement	CE LC	Piscine intercommunale	HPE + démarche HQE	7 500 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €
CH Dieppe	CE Normandie	Établissement de santé	BBC + démarche HQE	10 221 658 €	3 000 000 €	3 000 000 €
Camaret S/Aigues	CE PAC	Crèche	BBC + démarche HQE	1 383 772 €	691 886 €	691 886 €
SYMEVAD	CE NFE	Centre de tri	THPE + démarche HQE	14 400 000 €	4 500 000 €	4 500 000 €
Région Nord Pas de Calais	CE NFE	Construction de 3 lycées	Démarche HQE	49 940 000 €	24 970 000 €	24 970 000 €
TOTAL				494 676 003 €	228 234 605 €	222 501 605 €

CE BPL : Caisse d'Epargne Bretagne-Pays de Loire, CE IDF : Caisse d'Epargne Ile-de-France, CE NFE : Caisse d'Epargne Nord France Europe, CE BFC : Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté, CE PAC : Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, CE MIP : Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées, CE LC : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, CE PIC : Caisse d'Epargne de Picardie.

Les banques du Groupe BPCE se sont fortement mobilisées dans la distribution de l'Éco Prêt à Taux Zéro (Éco-PTZ) lancé en avril 2009 suite au Grenelle de l'environnement. Ce produit permet aux particuliers de souscrire un prêt à taux zéro pour financer les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de leur résidence principale pour un montant pouvant aller jusqu'à 30 000 euros (travaux d'isolation, de chauffage, etc.) et sur une durée de 10 ans. À fin 2009, le Groupe BPCE affiche une part de marché de 25,4 % des 75 000 Éco-PTZ enregistrés au niveau national au 31 décembre 2009 ; cela grâce aux 10 536 ⁽¹⁾ Éco-PTZ des Caisses d'Épargne et du Crédit Foncier (part de marché de 14,8 %) et aux 7 519 Éco-PTZ des Banques Populaires, (part de marché de 10,6 %).

Pour faciliter le conseil de nos clients sur ces nouveaux marchés, des modules de formation et des canaux de communication internes spécifiques ont été mis en place à destination des réseaux. Des outils de communication externe sont proposés pour faciliter les multiples lectures technique, financière, fiscale et juridique des projets touchant au développement durable. Le réseau Caisse d'épargne a par exemple diffusé le livret *Je construis écologique* et le réseau Banque Populaire le livret *Écho Habitat* (en partenariat avec CAPEB ⁽²⁾ et Point P).

Des sites internet spécifiques ont été ouverts : www.developpementdurable.banquepopulaire.fr et www.beneficesfutur.fr.

L'Investissement socialement responsable

Les deux réseaux peuvent s'appuyer sur l'expertise de Natixis Asset Management (NAM) pour proposer à leurs clients une gamme ISR (investissement socialement responsable) sans équivalent. Le label ISR Novethic a été attribué en octobre 2009 à quatorze fonds ISR gérés par NAM. Parmi eux, trois fonds sont commercialisés par les Banques Populaires et trois par les Caisses d'Épargne dont deux avec des critères environnementaux de sélection : *Fructi H₂O* (BP) et *Écureuil Bénéfices Environnement* (CE). Le total des encours des fonds ISR des deux réseaux, portés par les particuliers ou les petits entrepreneurs, se monte à 473 millions d'euros. Ceci représente 2,66 % des encours OPCVM détenus par cette catégorie de porteurs.

À l'instar de Natixis Asset Management, Palatine AM développe des fonds ISR avec une démarche extra-financière comptant :

- un indicateur avancé des risques et opportunités à moyen et long terme ;
- une compréhension de dynamiques sectorielles et réglementaires ;
- une bonne vision de la qualité du management ;
- en plus de l'approche thématique axée sur des solutions favorisant le développement durable, Palatine AM intègre la dimension « responsabilité ».

En 2009, 9 fonds ISR de Palatine AM ont été labellisés par Novethic totalisant environ 400 millions d'euros d'actifs. Deux fonds labellisés ont une thématique environnementale dont le total des encours représente au 31 décembre 2009, 1,33 % des encours gérés par Palatine AM :

- Palatine Or Bleu, créée en 2006, portant sur le thème de l'eau dans le monde, a un encours au 31 décembre 2009 de 66 millions d'euros ;
- Palatine Climat et Environnement, créé en 2008, portant sur le thème de la lutte contre le réchauffement climatique, a un encours au 31 décembre 2009 de 1,68 million d'euros.

Création de l'Association pour l'Étiquetage et la Transparence des Produits Financiers (ATEPF)

En 2009, la Caisse d'Épargne a créé, avec la MAIF et la MACIF et les parties prenantes présentes à l'origine du projet (ADEME, WWF France, Les Amis de la Terre, *Testé pour Vous*), l'Association pour l'Étiquetage et la Transparence des Produits Financiers (ATEPF). Cette association a pour objet de promouvoir une méthodologie d'étiquetage de développement durable propre au secteur de la banque et de l'assurance, d'approfondir et faire évoluer cette méthodologie ainsi que les outils de mise en œuvre. Lancé en juin 2008 dans le cadre de *Bénéfices Futur*, le programme de développement durable des Caisses d'Épargne, l'étiquetage des produits financiers a été conçu dans une dynamique d'« open source ». La création de cette association permet à d'autres banques ou compagnies d'assurance de se l'approprier.

(1) Source : SGFGAS

(2) CAPEB : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment.

Peuvent être membres de l'association :

- les « Utilisateurs », c'est-à-dire les acteurs du secteur de la banque et/ou de l'assurance qui s'engagent à appliquer l'étiquette développement durable à tout ou partie des produits qu'ils commercialisent et à développer la méthodologie ;
- les « parties prenantes », ONG ou associations ayant pour objectif la défense et la promotion des thèmes concernés par l'étiquetage développement durable tels que l'information des consommateurs, la promotion des pratiques de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et des placements Investissement Socialement Responsables (ISR) ou encore la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ;
- les « Observateurs », acteurs de la banque et/ou de l'assurance et ceux qui le souhaitent, intéressés par l'étiquetage développement durable mais non encore formellement engagés à l'appliquer.

L'étiquetage sur les trois critères Sécurité/Responsabilité sociale et environnementale/Climat est un véritable outil d'information et de choix pour le client.

Des partenariats constructifs

Les banques du Groupe BPCE se sont fait accompagner par des partenaires reconnus pour structurer leur vision et leurs actions environnementales.

Côté Banque Populaire et Crédit Coopératif, un partenariat a été mis en place au début de l'année 2009 avec la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme. Acteur incontournable du Grenelle de l'environnement, cette ONG possède à travers son Comité de veille écologique une expertise pour anticiper les risques et opportunités d'une société en crise écologique et sociale. Elle est en plus un acteur de sensibilisation pour développer les réalisations sur le terrain des Banques Populaires régionales.

La Banque Populaire est attentive à l'évolution d'une croissance verte et responsable, notamment dans le secteur du bâtiment. Elle est pour cela membre du Club de l'Amélioration de l'Habitat, membre fondateur d'Effinergie (créateur du label BBC bâtiment basse consommation), partenaire de Cerqual (certificateurs de maison BBC), partenaire des Chambres des Métiers, de plusieurs ADEME régionales et partenaire des Journées Européennes du Solaire organisées par Énerplan⁽³⁾.

Le Crédit Coopératif a noué un partenariat avec l'ACFCI⁽⁴⁾ et l'ADEME autour des programmes « 1,2,3 environnement⁽⁵⁾ ! » et « EnVol⁽⁶⁾ ». Un partenariat similaire a été construit avec Qualité France Association sur la démarche « LUCIE » pour faciliter le management environnemental des PME.

(3) Énerplan : association professionnelle de l'énergie solaire.

(4) ACFCI : assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie.

(5) « 1,2,3 Environnement ! » est une opération facilitant la mise en oeuvre de démarche de management environnemental selon le référentiel ISO 14001 et/ou EMAS dans les entreprises et en particulier auprès des PME/PMI.

(6) « EnVol » (Engagement Volontaire de l'Entreprise pour l'environnement) est un programme intermédiaire de « 1,2,3 Environnement ! » pour les TPE.

Les offres « développement durable » du Crédit Foncier

Afin de favoriser le financement de projets immobiliers plus respectueux de l'environnement et moins émissifs de GES (gaz à effet de serre), le Crédit Foncier propose en exclusivité plusieurs solutions :

- le Prêt habitat neuf est bonifié par « EDF Bleu ciel », son montant est lié au niveau de performance énergétique (depuis la RT 2005⁽¹⁾ jusqu'au label THPE) ; il est même majoré pour les constructions intégrant une solution solaire ou répondant au label BBC ;
- le Prêt Liberté photovoltaïque permet le financement de panneaux photovoltaïques ;
- l'approche en coût global qui consiste à prendre en compte dans le calcul de l'endettement du client, une partie des économies d'énergie générées par l'occupation d'un logement peu énergivore (logement neuf ou ayant fait l'objet de travaux d'économie d'énergie). L'intégration de ces économies de charges dans la capacité d'emprunt augmente la capacité d'achat des particuliers du fait de la diminution de leurs factures énergétiques. Cette solution de financement innovante favorise le financement de logements à faible consommation d'énergie ;
- comme les autres banques du groupe, le Crédit Foncier distribue également deux prêts réglementés : L'Eco-PTZ et le NPTZ majoré BBC : Prêt à 0 % pour les logements neufs situés en métropole qui bénéficient du label « bâtiment basse consommation énergétique ».

Natixis et l'environnement

Sur les grands projets régionaux d'investissements verts, l'action des Banques Populaires et des Caisses d'épargne est relayée par les solutions financières de Natixis, entité cotée du Groupe BPCE. Les Banques Populaire et les Caisses d'épargne profitent ainsi de l'expertise d'une banque de référence dans le financement des projets d'énergie renouvelable, de la finance carbone et de la gestion ISR et solidaire. Un rapport dédié au développement durable a été publié par Natixis et est disponible sur son site internet.

B/ REDUIRE NOS IMPACTS DIRECTS

Dès 2004, les Caisses d'épargne se sont lancées dans l'amélioration de leurs pratiques éco-responsables avec la mise en place d'indicateurs et de leur suivi via une base de données intranet, partagée par tous leurs correspondants. Dès 2005 et 2006, la réalisation de Bilans Carbone® méthode ADEME dans 4 entités pilotes, suivies par 5 autres en 2007, a permis d'intégrer, dans le programme Bénéfices futur, l'engagement d'une réduction des émissions de CO₂ de 3 % par an. Fin 2009, la quasi-totalité des Caisses d'Épargne et trois filiales commerciales ont réalisé leur Bilan Carbone® et mis en place des plans adaptés de réduction de leurs émissions de CO₂.

Afin de maîtriser la mise en œuvre et le suivi des plans de réduction, les Caisses d'Épargne se sont dotées d'une méthodologie et d'outils spécifiques.

Des actions nationales et locales continuent d'être déployées dans les Caisses d'Épargne et au niveau national.

L'année 2009 a été essentiellement marquée par la poursuite :

- de la démarche visant à intégrer les fournisseurs aux réductions de GES ;
- des actions favorisant des modes de déplacements plus économes en CO₂ (réflexions de type Plan de Déplacements d'Entreprise, covoiturage, diminution des transports aériens...) ;
- de la rénovation des agences en prenant en compte des critères environnementaux (plus particulièrement favorisant la réduction des émissions de CO₂ ;
- d'efforts vers une utilisation optimale des consommations d'énergie.

Un premier reporting sur les réductions de CO₂ des Caisses d'Épargne sera réalisé au premier semestre 2010 (période 2007-2009).

(1) Réglementation thermique qui s'applique aux bâtiments neufs résidentiels et tertiaires.

Parallèlement, fin 2007, trois entités se lançaient dans un SME (système de management environnemental) structuré selon la norme ISO 14001 sans objectif de certification tierce. En 2009, la Caisse d'Épargne de Bourgogne Franche-Comté a mis en place un système conforme à l'ISO 14001. Elle l'a soumis à certification et l'a obtenue en mars 2010.

En 2009 les Banques Populaires se sont engagées dans une démarche similaire, avec pour objectif de mettre en place un système de bilan carbone utilisable par toutes les banques du réseau Banque Populaire annuellement.

Les performances dans les domaines de consommation de papier, d'eau, d'énergie, de transports, sont consultables dans les annexes NRE-GRI de ce chapitre (6.4 Annexes NRE-Informations environnementales).

Les gestes verts sont diffusés aux collaborateurs des réseaux à travers des intranets développement durable. Les Caisses d'épargne avec WWF France, partenaire de 2003 à 2009, ont amélioré leurs pratiques éco-responsables en réponse à la notation de l'agence Vigeo de 2003 et 2007.

Ces actions récurrentes ont été renforcées en 2009 par des actions internes de sensibilisation, liées à certains événements majeurs du développement durable.

C'est le cas de la campagne Ultimatum Climatique défendu par les ONG, relayée par BPCE et qui a recueilli plusieurs centaines de signatures de collaborateurs.

De même, BPCE a accueilli pour la Banque Populaire le colloque « La ville face au changement climatique » lors du 6^e Forum International de la Météo, en présence du vice-président du GIEC ⁽²⁾, de la Secrétaire d'État à l'écologie Chantal Jouanno, et d'experts météo-climat du monde entier.

6.1.2 Renforcer la solidarité pour préserver les équilibres sociaux

A/ BPCE, 1^{ER} ACTEUR DU MICROCREDIT EN FRANCE

BPCE est le 1^{er} contributeur au microcrédit en France et a accordé en 2009 31,4 millions d'euros pour 10 600 microcrédits. Cet engagement traduit la volonté de donner à ceux qui n'entrent pas dans les critères de marché, la possibilité de retrouver une place, d'acteurs économiques et de contribuer au développement durable des territoires. La complémentarité d'action des réseaux est parfaite avec une dominante dans le microcrédit professionnel pour les créateurs d'entreprise à la Banque Populaire et dans le microcrédit social vers les particuliers aux Caisses d'Épargne, L'accompagnement des porteurs de projets, primordial pour la réussite de ces parcours de vie, est au centre des dispositifs de microcrédit.

(2) GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Les Banques Populaires sont les premiers contributeurs au refinancement de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), qui attribue des microcrédits professionnels. Cet engagement et le développement du mécénat de compétence, complètent les actions des Banques Populaires auprès des autres organismes de l'Entreprenariat Solidaire tel France Active, France Initiative Réseau, Réseau Entreprendre, contribuant à faire des Banques Populaires le 1er partenaire du réseau de créateurs-repreneurs d'entreprise. L'ouverture d'agences spécialisées pour lutter contre l'exclusion bancaire et le surendettement (Agence Solidarité à la Banque Populaire Provençale et Corse, Agence Adigo à la Banque Populaire Rives de Paris...) renforce le dispositif. La Banque Populaire Atlantique participe aux travaux de la chaire de microcrédit de l'école AUDENCIA ⁽¹⁾ à Nantes.

En 2009 les Banques Populaires avec le Crédit Coopératif ont accordé plus de 6 000 microcrédits professionnels pour près de 17 millions d'euros.

Les Caisses d'Épargne, via le programme *Parcours Confiance*, sont le premier acteur du microcrédit social en France. Créées par les Caisses d'Épargne, les associations *Parcours Confiance* aident des particuliers et des créateurs d'entreprise en difficulté à mieux maîtriser les produits et les services bancaires et à financer leurs projets sous la forme de microcrédits.

Parcours Confiance apporte un suivi personnalisé complet incluant un diagnostic, une offre bancaire adaptée, des formations à la gestion budgétaire, assurées par l'association Finances & Pédagogie, et un soutien apporté par des organismes sociaux.

Pour assurer cet accompagnement, *Parcours Confiance* a tissé des partenariats étroits avec des réseaux qui accompagnent les micro-entrepreneurs comme France Active, France Initiative, les Boutiques de Gestion ou la Fondation de la 2e chance, comme avec des acteurs de l'action sociale et de l'insertion tels que le Secours catholique, l'Udaf, les Restos du Cœur, Face ou Adecco.

Les microcrédits sociaux bénéficient de la garantie du fonds de cohésion sociale. Les microcrédits professionnels peuvent bénéficier des garanties gérées par France Active.

Fin 2009, toutes les Caisses d'Épargne sont opérationnelles avec 60 conseillers nommés et 90 départements couverts.

Depuis le lancement du dispositif, 7 690 microcrédits ont été accordés par les Caisses d'Épargne, dont 5 810 microcrédits personnels et 1 880 microcrédits professionnels.

En 2009, 2 926 nouveaux prêts à des personnes en difficulté ont été accordés par les Caisses d'Épargne, représentant un volume de près de 6 millions d'euros.

B/ BPCE, ACTEUR SOLIDAIRE

Le Groupe BPCE a occupé en 2009 la première place des acteurs de la finance solidaire selon la 7^e édition du Baromètre des finances solidaires Finansol-La Croix, tant en nombre de produits labellisés que d'encours gérés (940 millions d'euros soit 58 % de part de marché). À travers l'action des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires, du Crédit Coopératif, de Natixis Asset Management et de Natixis Interépargne, 19 produits labellisés Finansol sont proposés aux clients du groupe. Comme le montre le Baromètre, malgré la crise, les épargnants ont continué à faire confiance à ces produits qui proposent au-delà d'une rentabilité, un sens pour leurs placements.

Cette solidarité s'exprime aussi à travers les actions de mécénat mises en place au niveau du Groupe BPCE mais aussi dans les Fondations des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, notamment avec la Fondation des Caisses d'Épargne pour la solidarité.

(1) AUDENCIA : école de commerce et de management créée en 1900 à Nantes.

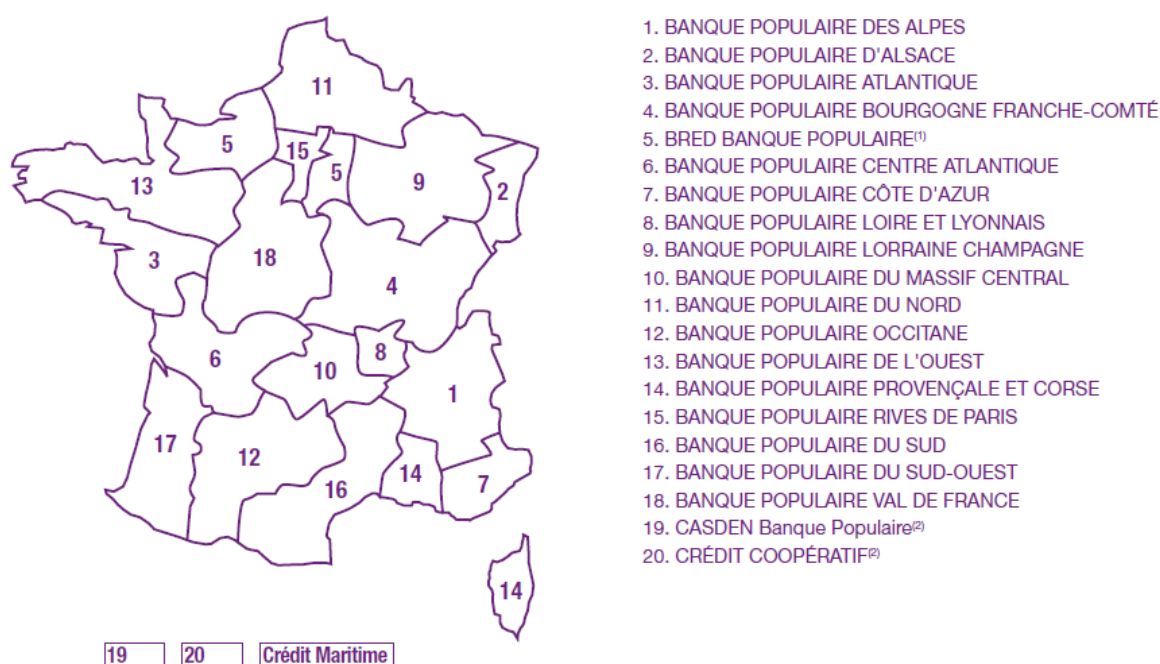
6.4 Annexes NRE – Informations environnementales

Indicateurs : Le Groupe BPCE a choisi de construire son reporting développement durable sur un référentiel légal, la loi des Nouvelles Régulations Économiques ou loi NRE et sur un référentiel international choisi de façon volontaire, la Global Reporting Initiative version 3 ou GRI3.

Périmètre : Les données de l'« annexe NRE » ci-dessous concernent les sièges parisiens de BPCE (13^e et 15^e arrondissements), les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne et certaines des filiales de chacun des deux réseaux.

Les données de chaque indicateur sont consolidées sur la base des données renseignées par les entités. Des cartes précisent donc que certaines de ces entités sont ponctuellement à exclure du périmètre de reporting. L'étude a été menée en France métropolitaine et dans les départements et collectivités d'outre-mer.

RESEAU BANQUE POPULAIRE

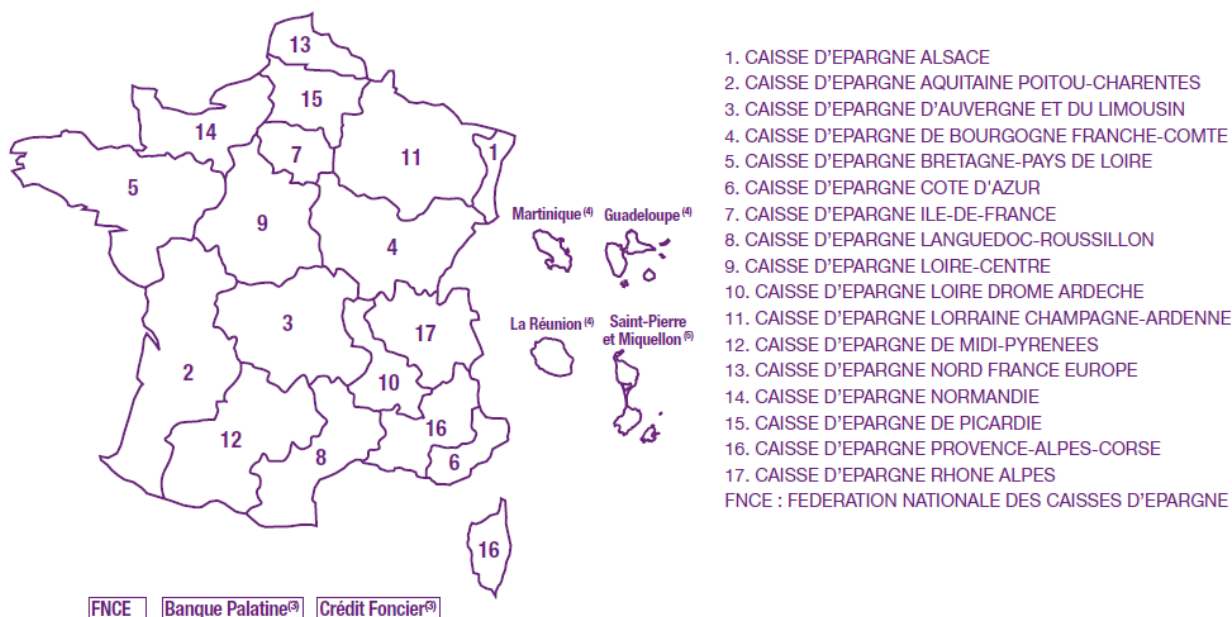


(1) La BRED Banque Populaire est présente également dans les pays, départements et collectivités d'outre-mer : Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie, Guadeloupe, Martinique, Guyane Française, la Réunion, Mayotte.

(2) Banque Populaire à compétence nationale.

(3) La Banque Palatine et le Crédit Foncier sont des filiales du réseau Caisse d'Épargne à compétence nationale.

RESEAU CAISSE D'EPARGNE



(3) La Banque Palatine et le Crédit Foncier sont des filiales du réseau Caisse d'Epargne à compétence nationale.

(4) Rattachée à la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

(5) Rattachée à la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

6.4.1 Consommation de matières en poids et en volume (N° GRI : EN 1, EN 2) (N° Article NRE : art. 2.1)

Plusieurs entités consomment du papier recyclé ou du papier labellisé.

PAPIER

	Réseau Banques Populaires ^{(1)*}	Réseau Caisses d'Epargne *	Sièges BPCE
Consommation totale de papier – en tonnes	2 969, 54	3 148	102,73
Consommation totale de papier – en ramettes	1 122 960	1 300 755	42 219
Consommation par poste de travail, en tonnes	0,09	0,09	0,06
Consommation par poste de travail, en nombre de ramettes.	34,47	35,6	25,6
Grammage du papier consommé en moyenne	80	78	77
Quantité de papier recyclé ramettes A4 ou A3 achetée (Part compris dans le total de papier acheté)	62 898	155 368 ⁽²⁾	9 400
Quantité de ramettes A4 ou A3 de papier ecolabellisé (Part comprise dans le total de papier acheté)	Non recensé	324 809 ⁽³⁾	20 640

(1) Données des Banques Populaires et estimation des données contrats groupe.

(2) Le total de ramettes en papier recyclé en 2009, inclus dans la quantité totale est de 155 368 ramettes, recensées dans 2 Caisses d'Epargne et à la Banque Palatine.

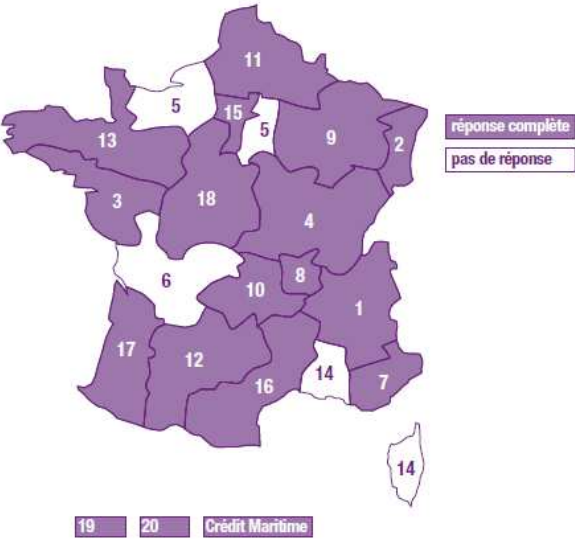
(3) Le total de ramettes de papier labellisé en 2009, inclus dans la quantité totale, est de 324 809 ramettes, recensées dans 4 Caisses d'Epargne, au siège de BPCE Avant Seine et au Crédit Foncier.

* Ces données tiennent compte de la consommation et de l'édition d'i-BP.

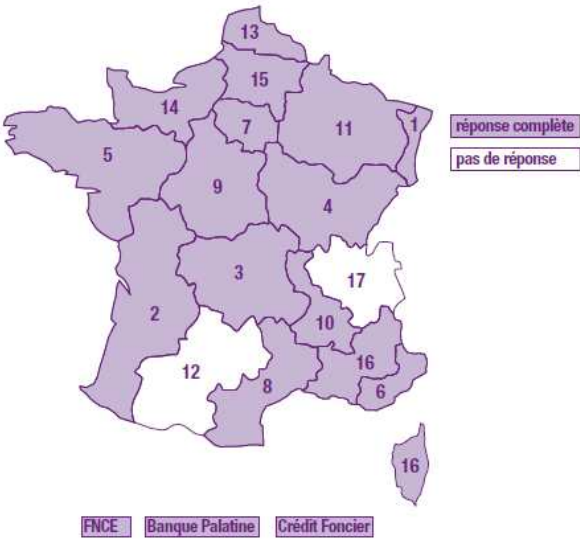
ENVELOPPES

	Réseau Banques Populaires ^{(1)*}	Réseau Caisses d'Épargne	Siège du 15 ^e arr. (Paris) ⁽²⁾
Consommation d'enveloppes en tonnes	580,64*	Donnée non recueillie	82,5
<i>(1) Données des Banques Populaires et estimation des données contrats groupe.</i>			
<i>(2) Sont inclus les achats Groupe Banque Populaire.</i>			
* Ces données tiennent compte de la consommation et de l'édition d'i-BP.			

Banques Populaires



Caisses d'Épargne

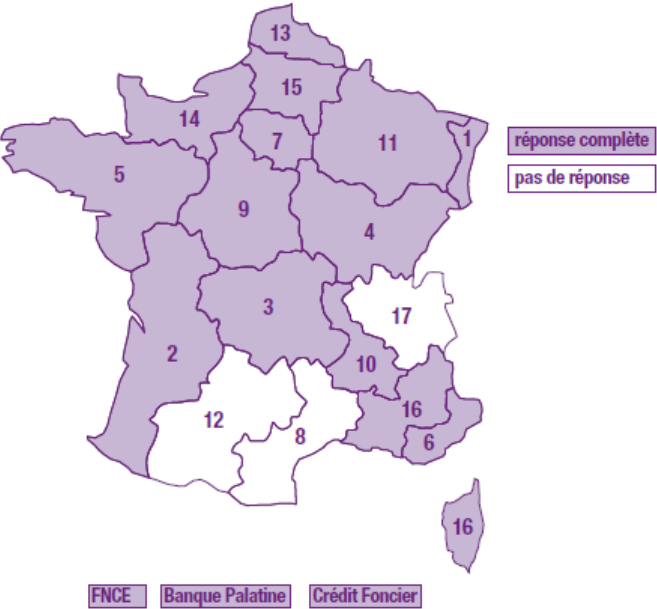


Périmètre de renseignement de l'indicateur Consommation totale de papier.

CONSOMMABLES BUREAUTIQUES (CARTOUCHES TONERS)

	Réseau Banque Populaire	Réseau Caisse d'Epargne
Quantité cartouches et toners d'origine	Non recensé	23 473
Quantité cartouches et toners recyclés	Non recensé	64 265

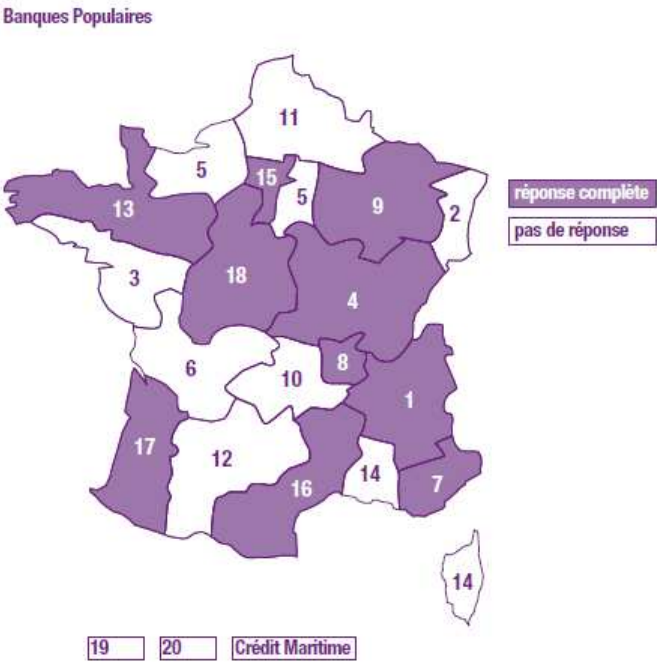
Caisses d'Epargne



Périmètre de renseignement des 2 indicateurs ci-dessus.

ACHATS, FOURNISSEURS

	Réseau Banques Populaires	Réseau Caisses d'Epargne
Pourcentage des achats écolabellisés	17 %	Non recensé
Nombre de fournisseurs écolabellisés	74	Non recensé
Part de fournisseurs publiant une charte environnementale	28,5 %	Non recensé



Périmètre de renseignement des 3 indicateurs ci-dessus.

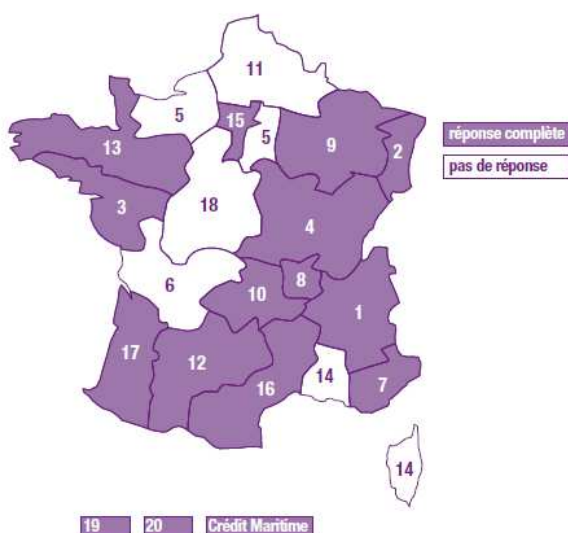
6.4.2 Consommation d'énergie (GRI EN 3, EN 4) (NRE art. 2.1)

CONSOMMATION TOTALE ⁽¹⁾

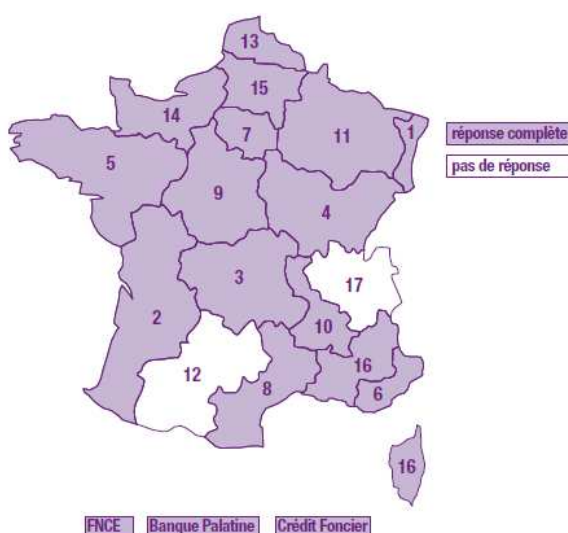
	Réseau Banques Populaires	Réseau Caisses d'Epargne	Sièges BPCE
Consommation totale d'énergie en Gj	943 275,6	973 130	55 320
Consommation totale d'énergie en KWh	262 021 000	270 313 797	15 366 789
Consommation totale d'énergie en Gj par poste de travail (par ETP)	28,95	26,63	33,59
Consommation totale d'énergie en KWh par poste de travail (par ETP)	8 042	7 397	9 331
Consommation d'énergie en Gj par m ²	0,83	0,58	0,69
Consommation d'énergie en KWh par m ²	230,5	162,1	191,7

(1) Données bases sur les relevés compteurs, exprimant l'énergie finale consommée et non l'énergie primaire.

Banques Populaires



Caisses d'Epargne



6.4.3 Recours aux énergies renouvelables (GRI EN 6) (NRE art. 2.1)

Les Banques Populaires des Alpes, d'Alsace et du Sud sont productrices et consommatrices d'énergies renouvelables :

Quantité d'énergies renouvelables produites	33 490 kWh
Quantité d'énergies renouvelables consommées	854 880 kWh

Deux Caisses d'Epargne, Bourgogne Franche-Comté et Provence-Alpes-Corse et une filiale, Banque Palatine, ont recours aux énergies renouvelables : mise en place d'un certificat « Équilibre » auprès d'EDF qui s'engage à produire un certain nombre de KWh annuel à partir d'énergies renouvelables ; une énergie provenant des sources chaudes de Salins-les-Bains.

6.4.4 Mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique (GRI EN 7) (NRE art. 2.1)

Sept Caisses d'Epargne, Bourgogne Franche-Comté, Ile-de-France, Loire-Centre, Lorraine Champagne-Ardenne, Normandie, Provence-Alpes-Corse, Rhône-Alpes et les 2 filiales Banque Palatine et Crédit Foncier, ont mis en place des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique.

Mesures citées : ampoules basse consommation, diffusion de guides du bon comportement, identification des agences ayant un mauvais DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) afin de prioriser des travaux d'aménagement rénovation et construction de toutes les agences selon le programme « Cap environnement », mise en place de systèmes crépusculaires, rappel des températures de chauffage maxi et mini pour la climatisation, consigne d'extinction du matériel bureautique qui s'affiche sur la mire des écrans à la fermeture du poste de travail, mise en place d'une politique de prévention des RPS V3 (risques psychosociaux) dans le cadre des rénovations, travaux de chauffage au siège, communication des consommations d'énergie aux collaborateurs, travaux de rénovation des agences, bilan énergétique du siège, amélioration énergétique lors des rénovations d'agences (double vitrage, isolation...), obtention de certificats d'économie d'énergie en nom propre, prévision du relamping (maintenance d'éclairage programmée préventive) du siège, réduction du nombre d'heures de fonctionnement de la plupart des enseignes extérieures, continuité dans l'installation de systèmes de climatisation VRV⁽¹⁾, détecteur de présence et d'intensité, horloge sur enseigne extérieure et crépusculaire.

Sur les sites centraux essentiellement, des mesures suivantes ont été prises : baisse des températures chauffage/climatisation, ampoules basse consommation, coupure des éclairages et du chauffage, détecteurs de présence, révision du programme horaire d'éclairage...

Deux Caisses d'Epargne ont prévu de mettre en place des actions similaires en 2010.

6.4.5 Consommations de ressources en eau (EN 8, EN 10) (Art R. 2.1)

	Réseau Banques Populaires	Réseau Caisses d'Epargne	Sièges BPCE
Consommation totale d'eau – en m ³	194 418	407 234	26 054
Consommation en m ³ par poste de travail	5,96	11	15,8
Consommation d'eau récupérée en m ³	500	Non recensé	Non recensé

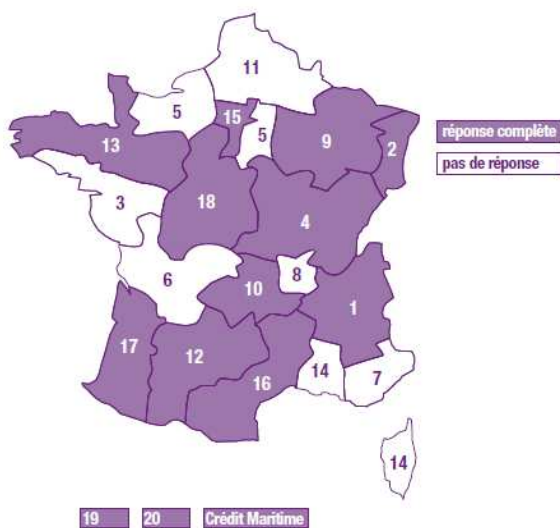
MESURE DE REDUCTION D'EAU

Onze entités du réseau des Caisses d'Epargne déclarent avoir mis en place des mesures de réduction d'eau : Banque Palatine, BPCE, Caisses d'Epargne d'Alsace, d'Aquitaine-Poitou-Charente, de Bourgogne Franche-Comté, de Bretagne-Pays de Loire, d'Ile-de-France, de Lorraine Champagne-Ardenne, de Normandie, de Provence-Alpes-Corse et de Rhône-Alpes.

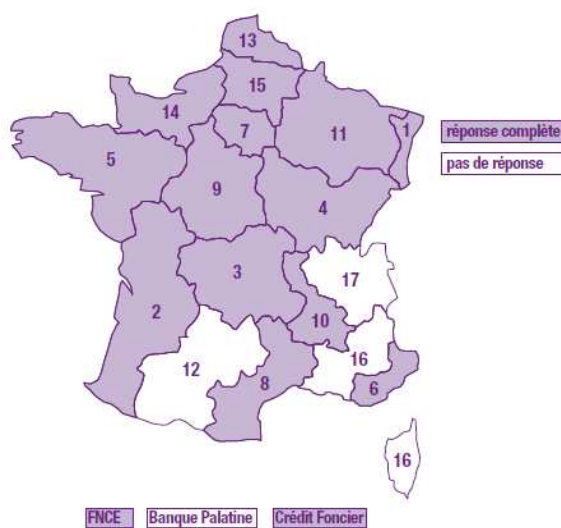
On note les mesures suivantes : suppression des systèmes de climatisation à eau perdue, remplacement des climatisations à eau dans les agences, ; incidents déclarés lors de surconsommations constatées sur factures, installation de mousseurs, de chasses d'eau double flux, de détecteurs de mains, suivi du prestataire pour détecter des fuites, installation de brise-jets sur les robinets, suppression de l'eau chaude pour les lave-mains, contrat multitechnique, contrôle de la consommation d'eau par le fournisseur si besoin.

(1) VRV (Variable Réfrigérant Volume) : système de climatisation qui permet au groupe compresseur (unité extérieure) d'adapter sa puissance à la puissance dont l'installation (unité intérieure) a besoin, d'où plus grande souplesse dans le fonctionnement et consommation réduite.

Banques Populaires



Caisses d'Épargne



Périmètre de renseignement de la consommation d'eau.

6.4.6 Mesures de réduction des nuisances sonores ou olfactives (NRE art. 2.1)

Cinq Caisses d'Épargne ont pris des mesures pour réduire les nuisances sonores ou olfactives : Bourgogne-Franche-Comté, Ile-de-France, Lorraine Champagne-Ardenne, Normandie, Rhône-Alpes.

Les mesures sont les suivantes : cahier des charges pour la réduction du bruit des groupes climatiques, mise en place de parois anti-bruit d'un bureau à l'autre, d'horloges pour programmer la coupure des groupes de climatisation réversible la nuit et le week-end., de pièges à son dans plafond et plancher pour les agences rénovées. Des mesures contre les nuisances olfactives ont été prises : VMC double flux, continuité des études acoustiques.

6.4.7 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées (GRI EN 11, EN12, EN13 ; NRE art. 2.2)

Au total, six Banques Populaires dont le Crédit Coopératif ont mis en place des projets de protection au titre de la biodiversité. Les projets sont de natures diverses : un plan de gestion de l'espace vert à la Banque Populaire Atlantique, des prix « initiatives » pour récompenser et valoriser des entreprises aux Banques Populaires des Alpes et Occitane.

Au total, 2 051 hectares de forêts sont recensés sur 7 Caisses d'Épargne : Aquitaine-Poitou-Charente, Auvergne Limousin, Bretagne-Pays de Loire, Loire-Drôme-Ardèche, Loire-Centre, Lorraine Champagne-Ardenne et Rhône-Alpes.

Deux Caisses d'Épargne déclarent que leurs forêts sont certifiées FSC et trois autres qu'elles mènent une gestion durable de leurs forêts (hors certification).

6.4.8 Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement (NRE art. 2.3)

Les Caisses d'Epargne ont sollicité l'évaluation-notation de l'agence Vigeo en 2003, 2004 et 2007, 2008. Les résultats ont été publiés dans les rapports précédents. La Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté a engagé une démarche de certification ISO 14001.

La Caisse d'Epargne de Normandie a mis en place un étiquetage DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) des agences selon la méthode ADEME ; elle a obtenu des certificats d'économie d'énergie (CEE) en nom propre.

Toutes les Caisses d'Epargne à l'exception de celles d'Alsace et d'Ile-de-France ont réalisé leur Bilan Carbone® par la méthode ADEME.

6.4.9 Mesures prises, le cas échéant, pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives. (NRE art. 2.4)

Trois Caisses d'Epargne : Bourgogne Franche-Comté, Lorraine-Champagne-Ardenne, Provence-Alpes-Corse et BPCE (siège parisien situé dans le 13^e arrondissement) se sont engagés dans un système de management environnemental (SME), accompagnés par un cabinet expert.

6.4.10 Émissions de CO₂ (EN 16, EN 17)

La Banque Populaire d'Alsace a été le premier établissement bancaire français à réaliser son Bilan Carbone en 2002. Natixis a réalisé le sien en 2006. Depuis 2009, les Banques Populaires régionales entament une démarche de Bilan Carbone au niveau national.

Entre 2005 et 2009, toutes les Caisses d'Epargne sauf deux (Alsace et Ile-de-France) et le siège parisien de BPCE (Immeuble Avant-seine dans le 13^e arrondissement) ont réalisé leur Bilan Carbone® tout comme deux filiales des Caisses d'Epargne, Banque Palatine et Crédit Foncier.

Neuf entités du réseau Caisse d'Epargne ont renseigné le montant de leur bilan Carbone en Tonnes Équivalent CO₂ (TEQ CO₂) : Auvergne Limousin, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne-Pays de Loire, Loire-Drôme-Ardèche, Lorraine Champagne-Ardenne, Nord-France-Europe, Normandie, Picardie et la Banque Palatine. Le total des émissions pour ces neuf entités est de 42 500 TEQ de CO₂. L'estimation réalisée en 2008 pour tout le réseau des Caisses d'Epargne et la CNCE (ancien organe central des Caisses d'Epargne) se montait à 265 000 TEQ de CO₂. Dix Caisses d'Epargne ont d'ores et déjà mis en place un plan de réduction de leurs émissions.

Les préconisations du cahier des charges de rénovation des agences Caisses d'Epargne prenant en compte des critères environnementaux (favorisant plus particulièrement la réduction des émissions de CO₂) sont de mieux en mieux respectées puisqu'en 2009, 275 rénovations ont été concernées contre 104 en 2008.

6.4.11 Émissions de gaz néfastes pour la couche d'ozone et de polluants atmosphériques significatifs (EN 19, EN 20)

La nature des activités des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne n'implique pas de rejets spécifiques de gaz polluants autres que le CO₂ (voir indicateur précédent).

6.4.12 Rejets dans l'eau (EN 21)

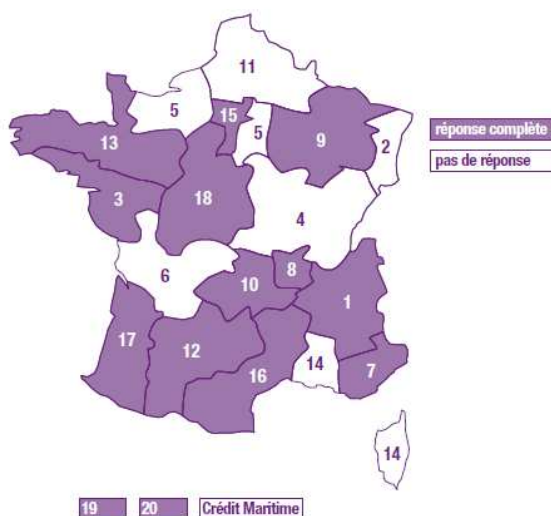
Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne n'ont pas vérifié pour le moment la qualité de l'eau rejetée. Cependant, la nature de leurs activités limite le risque de pollution de l'eau.

6.4.13 Déchets, émissions (EN 22) (Art R. 2.1)

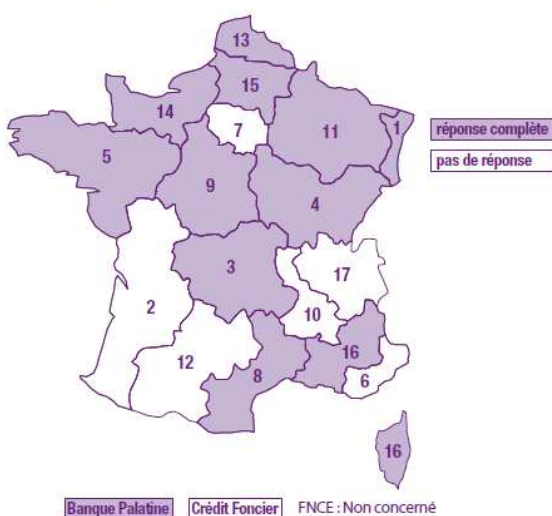
en tonne/an	Réseau Banques Populaires	Réseau Caisses d'Épargne	Sièges BPCE
Déchets industriels banals en tonnes	3 376	2 912 [g3]	697
Déchets industriels spéciaux en tonnes	33,85	-	-
Déchets recyclés en tonnes	963,22	1 771 [g4]	800

De nombreuses actions ont été développées au sein des Banques Populaires et Caisses régionales afin de donner une seconde vie aux déchets et en même temps participer à la préservation de l'environnement.

Banques Populaires



Caisses d'Épargne



Périmètre de renseignement des 3 indicateurs ci-dessus.

Périmètre de renseignement de l'indicateur « tonnage de papier collecté pour recyclage ».

COLLECTE DE MATERIEL DIVERS

	Réseau Banques Populaires	Réseau Caisses d'Epargne	Données des sièges
Calculatrices	1 942 ⁽¹⁾	non recensé	72
Piles	6 988 ⁽²⁾	Collectées dans 80 % des CE*	450
Cartouches d'encre	44 016 ⁽³⁾	Collectées dans 100 % des CE*	2 416
Matériels électriques électroniques		Collectées dans 73 % des CE*	
Tubes fluorescents néon		Collectées dans 94 % des CE*	

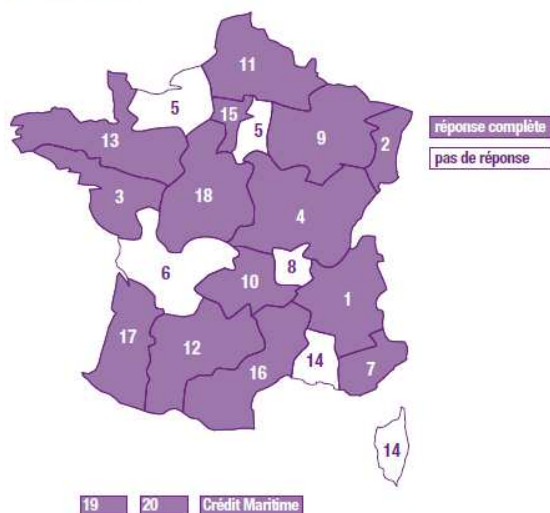
* Pourcentage établi sur les entités qui ont répondu.

(1) Données des Banques Populaires et estimation des données contrats groupe.

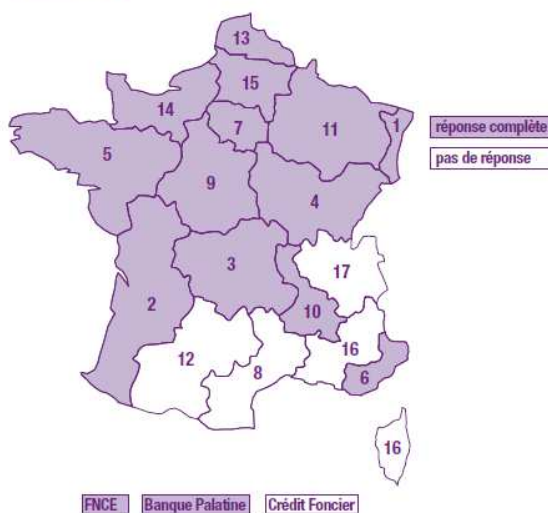
(2) Données des Banques Populaires et estimation des données contrats groupe.

(3) Données des Banques Populaires et estimation des données contrats groupe.

Banques Populaires



Caisses d'Epargne

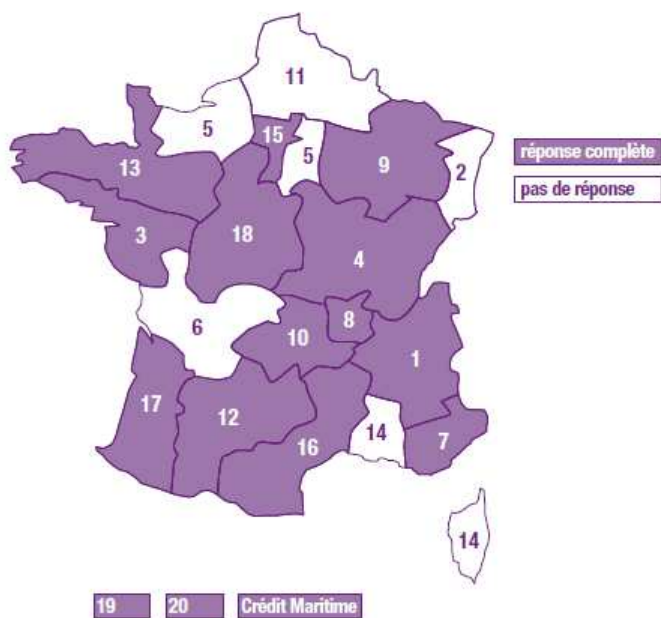


Périmètre de renseignement des indicateurs ci-dessus.

6.4.14 Impacts environnementaux dûs au transport du personnel (EN 29)

Réseau Banques Populaires	
Nombre de sites bénéficiant d'un PDE	54
Nombre d'employés concernés par ces PDE	1 307
Total des indemnités kilométriques (en €)	28 504 326
Déplacements professionnels	
Km parcourus en voiture par ETP	Non recensé
Déplacements pro	
Km parcourus en train par ETP	Non recensé
Déplacements pro	
Km parcourus en avion par ETP	Non recensé
Mise en place du covoiturage	

Banques Populaires

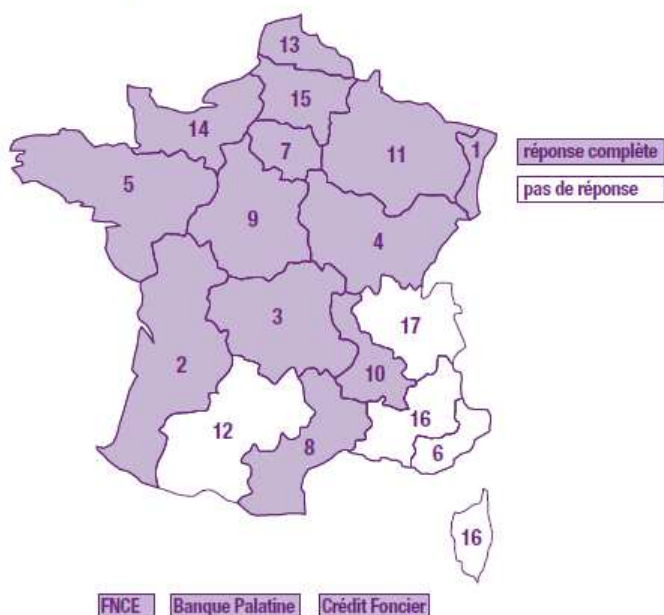


Périmètre de renseignement des 3 indicateurs renseignés ci-dessus.

DEPLACEMENT PROFESSIONNEL EN VOITURE

	Réseau Caisses d'Epargne	BPCE
Nombre de sites bénéficiant d'un PDE	CE Rhône-Alpes, site de Grenoble	
Nombre d'employés concernés par ces PDE		
Total des indemnités kilométriques (en €)		
Déplacements professionnels		
Km parcourus en voiture par ETP	1 481	Non recensé
Déplacements pro		
Km parcourus en train par ETP	370	Non recensé
Déplacements pro		
Km parcourus en avion par ETP	131	Non recensé
Mise en place du covoiturage	CE Normandie, Bretagne Pays de Loire et Picardie	

Caisses d'Epargne



Périmètre de l'indicateur « kilomètres parcourus en voiture dans le cadre professionnel ».

6.4.15 Initiatives pour réduire les impacts des services vendus (EN 26) (Art R. 2.5)

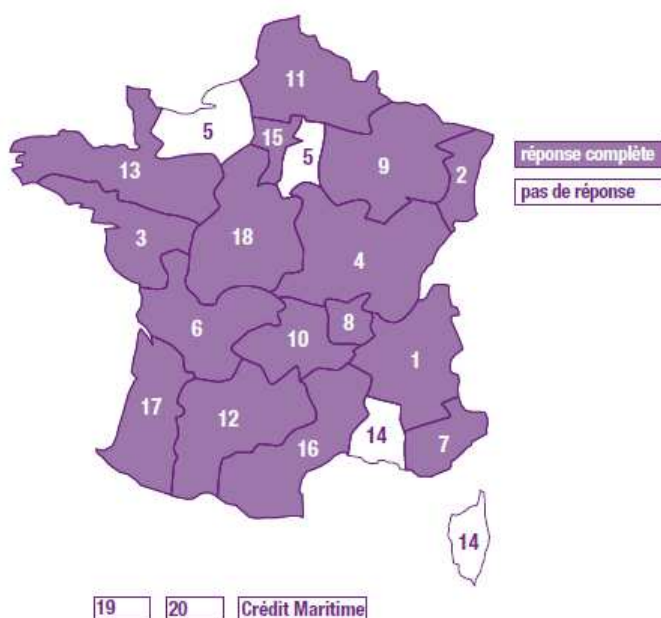
Une large gamme de produits bancaires orientés vers le financement de projets écologiques et solidaires a été mise en place au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Réseau des Banques Populaires

Encours des produits solidaires (EN 26, FS7, FS8, FS14) (Art. R. 2.5)

Produits environnementaux	Données à fin décembre 2009
Nombre de PREVair (total PREVair et +)	15 335
Encours de PREVair (total)	202 298 070 €
Nombre de PREVair sur LDD	6 991
Encours des PREVair sur LDD	88 920 146 €
Nombre de PREVair sur CODEVair	8 344
Encours de PREVair sur CODEVair	113 377 924 €
Nombre de CODEVair	24 020
Encours des CODEVair	166 016 570 €
Nombre de PROVair	693
Encours de PROVair	38 146 179
Nombre de PREVair Auto	1 297
Encours de PREVair Auto	8 682 752 €
Nombre de PHOTOVair	32
Encours des PHOTOVair	8 906 000
Nombre de prêts à taux zéro accordés (contrats dont la date d'accord est échue)	7 519

Banques Populaires



Épargne et financements solidaires du Crédit Coopératif

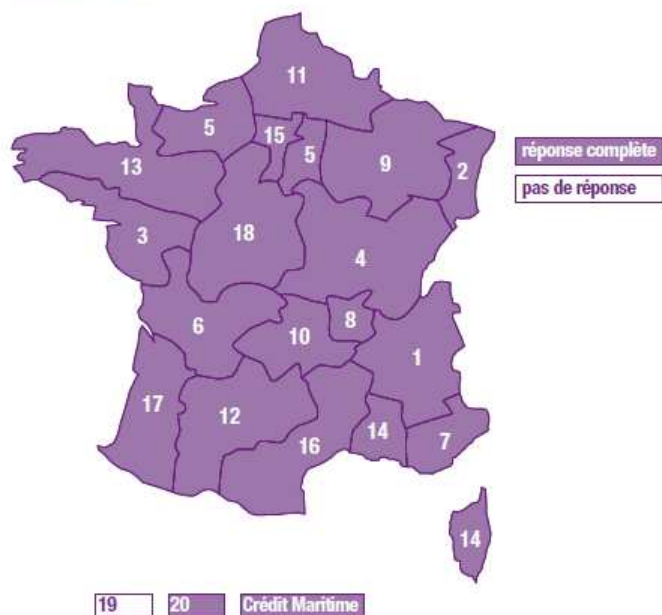
	2009
Encours de financement d'entreprises agréées solidaires via les OPCVM solidaires	8 705 000 €
Épargne solidaire de partage collectée	277 512 000 €
Investissement solidaire	178 584 000 €

Encours des microcrédits

	2009
Refinancement ADIE (microcrédit professionnel)	17 438 490,41 €
Encours des microcrédits particuliers	Nombre de microcrédits : 6 056 5 656 977 €

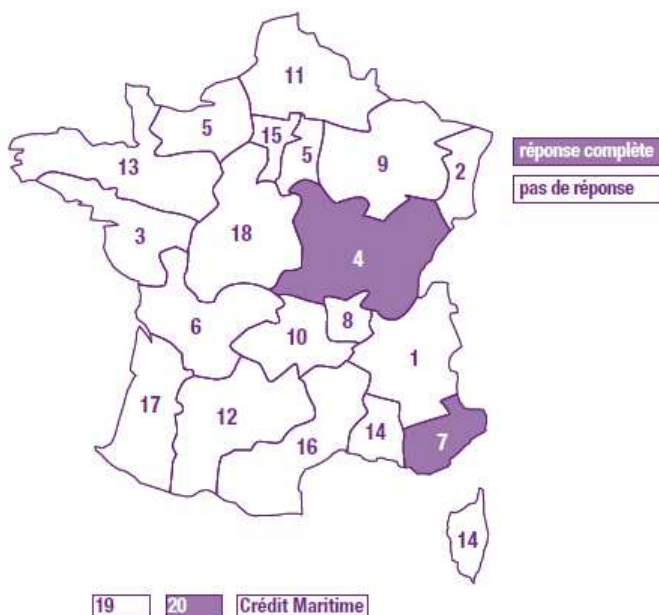
MICROCREDIT PROFESSIONNEL

Banques Populaires



MICROCREDIT PARTICULIERS

Banques Populaires



ENCOURS DES FONDS ISR DISTRIBUES PAR LE RESEAU BANQUE POPULAIRE

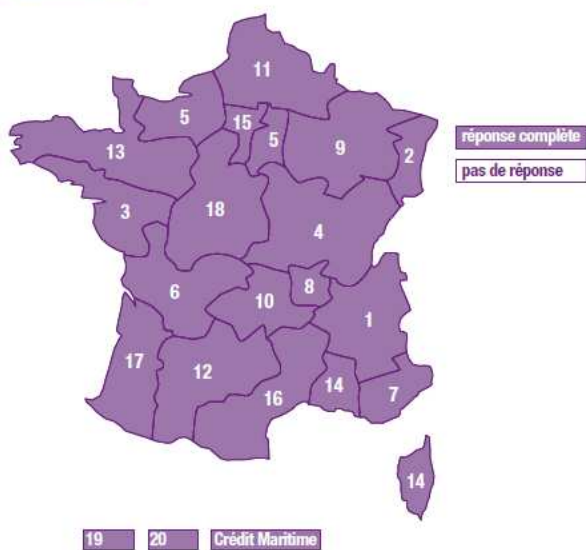
2009

Encours des fonds ISR	2 497 379 536 €* [*]
Encours épargne salariale ISR et solidaire	67 988 618,4 €** ^{**}

* Concerne l'encours total des fonds ISR distribués par le réseau des Banques Populaires.

** Concerne l'encours épargne salariale ISR et solidaire distribués par le réseau des Banques Populaires et incluant les actifs gérés directement par Natixis Interépargne.

Banques Populaires



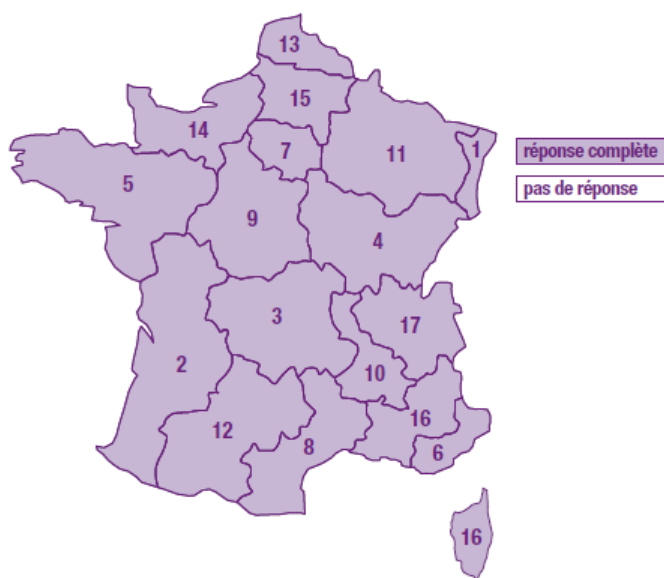
Caisses d'Epargne



Réseau des Caisses d'Épargne

Épargne distribuée par le réseau des Caisses d'Épargne	2009
Nombre d'ouvertures de <i>Livrets A Kipouss</i>	103 699
Réversion à WWF France pour la protection de la forêt méditerranéenne	103 699 €
Encours au 31/12/2009 du Livret Développement Durable + <i>Livret A</i> non centralisés à la Caisse des Dépôts	13 024 345 567 €
Encours total de prêts PME + économie d'énergie	16 072 819 000 €
Encours total au 31/12/2009 de prêts destinés à financer les travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens	245 524 000 €

Caisses d'Épargne



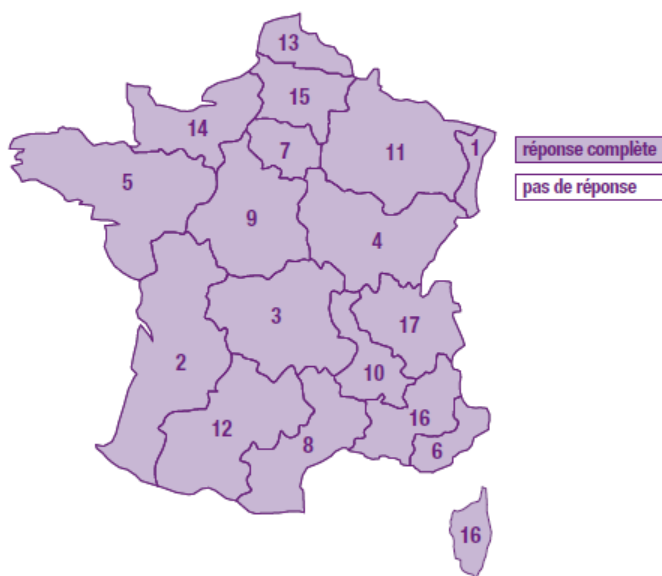
Crédits	2009
Nombre de prêts <i>Ecureuil Crédit DD</i> pour travaux d'économie d'énergie en 2009	12 969
Montant des engagements de prêts <i>Ecureuil Crédit DD</i> /travaux en 2009	135 428 920 €
Nombre de prêts <i>Ecureuil Crédit DD</i> pour achat de véhicules « propres » ou peu polluants (étiqu. A ou B) en 2009	11 099
Montant des engagements de prêts <i>Ecureuil Crédit DD</i> /auto en 2009	111 581 129 €
Pourcentage de prêts <i>Ecureuil Crédit DD</i> sur total des prêts à la consommation (hors revolving)	5,16 %
Nombre d'Éco-prêt à taux zéro (ECOPTZ) (CE+CFF)	10 536
Montant des engagements ECOPTZ (CE+CFF)	171 406 999 €
Nombre de prêts ouverts en 2009 pour installations photovoltaïques	579
Montant des engagements de prêts/ photovoltaïques	11 734 536 €

Caisses d'Epargne



Investissement socialement responsable (ISR)	2009
Encours ISR (gamme Les Éthiques/Ecureuil Bénéfices Emploi, Ecureuil Bénéfices Responsable, Ecureuil Bénéfices Environnement + Insertion Emploi Dynamique) détenus par les clients particuliers Caisse d'Épargne	372 409 935 €
Pourcentage de l'encours ISR par rapport à l'encours de la totalité OPCVM détenu par les clients particuliers CE	2,70 %
	452 124 789 €
Encours total ISR, particuliers et personnes morales	
Encours ISR des fonds Palatine AM (Palatine Or Bleu et Palatine Climat & Environnement)	67 680 000 €
% encours ISR Palatine AM sur totalité des encours OPCVM Palatine AM	1,33 %

Caisses d'Épargne



Microcrédits	2009
Nombre de microcrédits/ particuliers accordés en 2009	2 926
Microcrédits/ particuliers – engagements en 2009	5 853 333 €
Nombre de microcrédits/ professionnels accordés en 2009	634
Microcrédits/ professionnels – engagements en 2009	5 839 000 €
Nombre de microcrédits/ particuliers – encours au 31/12/ 2009	5 667
Microcrédits/ particuliers – volumes encours au 31/12/2009	11 334 000 €
Nombre de microcrédits/ professionnels – encours au 31/12/2009	1 859
Microcrédits/ professionnels – volumes encours au 31/12/2009	15 801 500 €

Caisses d'Epargne

